

REPUBLIQUE DU SENEGAL

Un Peuple – Un But – Une Foi

----- 0 -----

**MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES
ET DES SENEGALAIS DE L'EXTERIEUR**

----- 0 -----

**MISSION PERMANENTE DU SENEGAL
AUPRES DES NATIONS UNIES A NEW YORK**



DECLARATION DE LA DELEGATION DU SENEGAL

**A L'OCCASION DU DEBAT GENERAL DE LA SIXIEME COMMISSION DE
L'ASSEMBLEE GENERALE DES NATIONS UNIES SUR LE POINT 78 DE
L'ORDRE DU JOUR INTITULE « PROGRAMME D'ASSISTANCE DES
NATIONS UNIES AUX FINS DE L'ENSEIGNEMENT, DE L'ETUDE, DE LA
DIFFUSION ET D'UNE COMPREHENSION PLUS LARGE DU DROIT
INTERNATIONAL »**

NEW YORK, LE 20 OCTOBRE 2023

Vérifier au prononcé.

Monsieur le Président,

Ma délégation souscrit aux déclarations prononcées par l'**Ouganda**, la **République islamique d'Iran** et **Cuba**, respectivement, aux noms du **Groupe africain**, du **Mouvement pour les Pays non alignés** et le **Groupe des 77 et la Chine**, et voudrait faire quelques remarques en sa capacité nationale.

Ma délégation remercie le Secrétaire général pour la publication de son rapport coté A/78/514 du 06 octobre 2023 sur le point à l'ordre du jour et saisit également cette opportunité pour saluer le travail remarquable du Bureau des Affaires juridiques, y compris de sa Division de la Codification, dans la conduite du Programme d'assistance.

A cet égard, ma délégation se réjouit que les trois **cours régionaux de droit international des Nations Unies**, à destination de l'Afrique, de l'Asie-Pacifique, ainsi que de l'Amérique Latine et des Caraïbes, aient pu se tenir, contribuant ainsi au perfectionnement des connaissances des soixante-dix-huit (78) participants.

Plus particulièrement, ma délégation a noté avec satisfaction le bon déroulement du cours régional pour l'Afrique, enrichi d'interactions avec le Bureau du Conseiller juridique de l'Union africaine.

Parce qu'ils mobilisent d'éminents spécialistes et de praticiens du droit, ces événements participent indubitablement et valablement au renforcement des capacités, dans un esprit de partage qui tire profit de la diversité des cultures juridiques et des langues qui en sont, en partie, les vecteurs.

Sous ce rapport, ma délégation se félicite également de la tenue, en langue française, du Programme de bourses de perfectionnement en droit international, du 03 juillet au 04 août 2023, à La Haye.

Un autre motif de satisfaction pour ma délégation est l'impulsion donnée au **Réseau des anciens participants aux programmes de formation** par le Bureau des Affaires juridiques, à travers l'organisation d'une séance de discussions interactives en ligne.

Dans un contexte de complexification de la matière juridique internationale, il convient, aujourd'hui plus encore, de ne négliger aucun effort pour promouvoir et diffuser le droit international, sur tous les Continents, dans toutes les langues officielles des Nations Unies, et sous toutes formes de supports.

Sous ce rapport, ma délégation salue les efforts du Bureau des Affaires juridiques pour le développement de la Médiathèque de droit international qui a un effet multiplicateur en termes d'accessibilité et de partage du savoir, comme en atteste ses près de trois (03) millions de visiteurs depuis sa création en 2008.

Monsieur le Président,

Le Sénégal est honoré d'avoir accueilli, en coopération avec le Bureau des Affaires juridiques et la **France**, un **Atelier sous-régional de droit international pour les pays francophones d'Afrique de l'Ouest** qui s'est tenu les **08 et 09 mai 2023**, à Dakar.

Ledit atelier aura permis à sa trentaine de participants d'échanger, de manière fort instructive, avec les différentes entités du Bureau des Affaires juridiques, sur le droit de la mer, le droit et la pratique des traités, sur les privilèges et les immunités des fonctionnaires des Nations Unies, ainsi que sur la coopération entre le Bureau des Affaires juridiques et les pays francophones.

A ce propos, le Sénégal sait gré à **Monsieur Miguel de SERPA SOARES**, Secrétaire général adjoint, Conseiller juridique des Nations Unies, d'avoir rehaussé l'évènement de sa participation attentive et active.

Au regard de tout ce qui précède, ma délégation réitère son plein soutien au **Programme d'Assistance des Nations Unies aux fins de l'enseignement, de l'étude, de la diffusion et de la compréhension plus large du droit international** et renouvelle ses encouragements au Bureau des Affaires juridiques aux fins de la mise en œuvre de son plan d'activités au titre de cette session.

Je vous remercie.